

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/253

**CONVENTION DE
COOPERATION AVEC LE
SITTOMAT POUR
L'IMPLANTATION ET LA
GESTION DES POINTS
D'APPORT VOLONTAIRE SUR
LE TERRITOIRE DE LA
METROPOLE -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/253

BUREAU DU 12 JUIN 2023

**O B J E T : CONVENTION DE COOPERATION AVEC LE SITTMAT
POUR L'IMPLANTATION ET LA GESTION DES POINTS
D'APPORT VOLONTAIRE SUR LE TERRITOIRE DE LA
METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5215-27,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain en date du 04 mai 2023 portant délégation de compétences au président et au Bureau Métropolitain,

VU le projet de convention de coopération entre la Métropole et le Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTMAT), au titre de l'implantation et de la gestion des points d'apport volontaire de collecte sélective,

CONSIDERANT que l'article 2, alinéa d des statuts du SITTOMAT prévoit que ce dernier peut exercer des missions pour le compte de ses adhérents,

CONSIDERANT que le SITTOMAT propose depuis plusieurs années à ses membres, dans une optique d'économie de moyens, de prendre en charge l'implantation et la gestion des points d'apport volontaire dans le cadre de la collecte sélective,

CONSIDERANT que la Métropole entend poursuivre sa collaboration avec le SITTOMAT, dans le cadre d'une convention de prestations de services prévue à l'article L 5215-27 du CGCT,

CONSIDERANT que l'exercice par le SITTOMAT des missions confiées par la Métropole donnera lieu à un bilan financier annuel avec, si nécessaire, des ajustements d'une part ou de l'autre,

Et après en avoir délibéré,



DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Elu ne prenant pas part au vote :
Monsieur Gilles VINCENT.



**Convention de coopération entre la Métropole TPM et le SITTOMAT au titre de
l'implantation et de la gestion des points d'apport volontaire de collecte
sélective
sur le territoire de la Métropole**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée dont le siège est sis 107 Boulevard Henri FABRE 83000 TOULON, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre GIRAN, dûment habilité par décision du Bureau Métropolitain n°XX en date du 12 juin 2023, (ci-après dénommée « TPM »)

ET:

Le **Syndicat Mixte Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (S.I.T.T.O.M.A.T.)** dont le siège est sis Chemin Gaëtan Gastaldo, quartier Escaillon 83200 Toulon, représenté par son Président en exercice, Monsieur Gilles VINCENT, dûment autorisé par délibération n° XXXX du Comité Syndical en date du 5 juillet 2023, (ci-après dénommé « le SITTOMAT »)

PREAMBULE

TPM exerce la compétence collecte des ordures ménagères sur son territoire.

Elle adhère au SITTOMAT auquel elle a notamment transféré, par application des dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT, applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi de l'article L. 5711-11 du même Code, la compétence en matière de traitement des ordures ménagères et des résidus assimilés.

L'article 2 d) des statuts du SITTOMAT précise que « *le SITTOMAT est autorisé à exercer des missions exclusivement pour le compte de ses membres. Dans ce cas, il pourra réaliser la collecte sélective en apport volontaires, une convention signée par toutes les parties définira la durée, les conditions techniques et financières de cette mission* ».

La réalisation par le SITTOMAT de la prestation de collecte sélective des déchets en points d'apport volontaire nécessite par conséquent la formalisation d'une convention de gestion et de prestation de service, dans les conditions prévues par l'article L.5215-27 du CGCT (rendu applicable aux Métropoles par le renvoi de l'article L5217-7 du même code), aux termes duquel « *La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public* ».

La présente convention a, en ce sens, pour objet de préciser les engagements des parties en matière de gestion de la collecte sélective en apport volontaires et toutes les missions connexes.

ARTICLE 1 : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

La présente convention a pour objet :

- d'autoriser le SITTOMAT à réaliser la prestation de service de la collecte sélective en apport volontaire pour le compte de TPM
- de définir, les engagements de TPM en matière de développement de la collecte sélective des déchets ménagers et le rôle du SITTOMAT en matière de gestion de la collecte sélective en apport volontaire et toutes les missions connexes.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

Les colonnes d'apport volontaire sont des colonnes aériennes, enterrées ou semi enterrées d'un volume compris entre 2 et 5 m³. Des colonnes de petits volumes peuvent être mises en place notamment dans les centres villes anciens lorsqu'il ne sera pas possible de passer en porte à porte ou de positionner des colonnes de plus forts volumes nécessaires à l'optimisation des collectes.

La prise en charge des dépenses d'investissement afférentes à leur achat et leur installation par le Syndicat interviendra dans les limites de sa capacité financière annuelle d'investissement (cf. article 10 ci-après) et des ratios nationaux minimum recommandés par l'éco-organisme en charge des collectes sélectives, à savoir, pour le milieu urbain caractéristique de TPM :

- 1 colonne de tri pour 350 habitants, en ce qui concerne le verre, les papiers et cartons (fibreuse) et les emballages plastiques et métalliques
- Susceptible d'être abaissé à 250 habitants pour les papiers-cartons et emballages plastiques et métalliques lorsque le tri est couplé avec les OMR

Si TPM souhaite densifier les implantations de PAV de collectes sélectives au-delà de ces ratios ou s'il souhaite équiper des points pour lesquels des sujétions techniques (déviation de réseaux, présence de nappe d'eau, ...) entraînent des surcoûts importants de génie civil (supérieurs à 25% du coût d'une installation standard), deux solutions alternatives pourront être mises en œuvre :

* TPM pourra procéder lui-même, et à sa charge financière, à l'équipement du site. Le Syndicat sera alors associé à la définition de ces emplacements dans le cadre de sa mission de collecte et de maintenance ;

* TPM pourra confier au SITTOMAT l'équipement du site, les dépenses prises en charge par le Syndicat étant alors répercutées à TPM conformément à l'article 10 ci-après.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention a une durée de 3 ans. Elle pourra être prolongée dans la limite du futur agrément de l'éco-organisme en charge des collectes sélectives (2024-2029 a priori).

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION DE SERVICE

ARTICLE 4-1 : ENGAGEMENTS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR TPM

TPM s'engage à :

- Définir des emplacements pour l'implantation de PAV pour les flux suivants :
 - Verre
 - Papier-carton,
 - Emballages plastiques, alu, métaux

Dans ce cadre, TPM s'efforcera d'obtenir les meilleures performances de collecte en s'engageant à développer sur son territoire la collecte sélective en porte à porte.

Dans les secteurs faisant déjà l'objet d'une collecte en porte à porte, des PAV pourront être installés sur demande argumentée, dès lors que les volumes ou dispositifs de collecte en porte à porte sont jugés insuffisants et non susceptibles d'être complétés.

Un plan annuel d'implantation sera établi entre TPM et le SITTOMAT, définissant les réalisations à la charge du SITTOMAT et celles à la charge de TPM selon les choix arrêtés par les parties en référence à l'article 2 ci-avant.

- Etablir et développer un plan de communication à destination des usagers du service public de gestion des déchets concernant les prestations à réaliser, pour atteindre les objectifs fixés par les diverses réglementations en la matière et le Programme local de prévention des déchets ménagers métropolitain.
- Diffuser dans l'ensemble des moyens de communication institutionnels à sa disposition (site internet, magazines etc.) les documents transmis par le SITTOMAT.

- Désigner des représentants pour participer aux réunions trimestrielles de suivi des missions afférentes à la présente convention.

De manière générale, il est rappelé, concernant la gestion des PAV que :

- TPM signale tous les évènements susceptibles d'impacter la collecte des PAV.
- Une note technique a été diffusée en mai 2021 à TPM, à l'occasion du démarrage des nouveaux marchés de collecte et d'entretien, maintenance, lavage, qui définit les modalités de gestion des PAV et le rôle de chacun. Des formulaires sont annexés à cette note qui permettent de formaliser les relations entre le Syndicat et TPM dans la gestion quotidienne du service, ainsi que pour les demandes d'installation de nouveaux équipements.

Note technique et Formulaires annexés _ Annexe 1

- TPM s'engage à remplir en partenariat avec le SITTOMAT le soutien à la connaissance des coûts (SCC), ainsi que les appels à projets. Par ailleurs, TPM s'engage à remplir conformément aux obligations du schéma régional la matrice des coûts de l'ADEME

ARTICLE 4-2 : ENGAGEMENTS DU SITTOMAT

Dans le cadre de la présente convention, le SITTOMAT s'engage à :

- Définir avec TPM les moyens de collecte spécifique et leur intégration dans le site.
- Fournir les colonnes et les mettre en place sur les lieux désignés par les services de TPM, à condition que ceux-ci soient compatibles avec les contraintes techniques de collecte des colonnes.
- Assurer la collecte des PAV.
- Entretenir et Nettoyer les équipements
- Déplacer un point aérien selon les demandes de TPM (sur la base d'une demande écrite).
- Fournir à TPM le plan de communication général sur les consignes de tri ainsi que le matériel de communication.
- Organiser trimestriellement une réunion de suivi des missions afférentes à cette convention.

ARTICLE 5 : USAGE DES BIENS, EQUIPEMENTS ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Lorsque l'utilisation de ces biens et la gestion du service public l'imposent, la présente convention tient lieu d'autorisation d'occupation du domaine public métropolitain.

L'autorisation d'occupation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 6 : QUALITE DES MATERIAUX TRIES

Afin de permettre au SITTOMAT de percevoir les soutiens accordés par l'éco organisme agréé pour développer les collectes sélectives au titre des emballages ménagers triés, et d'assurer au mieux la valorisation des matériaux récupérés, les produits issus des collectes sélectives devront être conformes aux consignes de tri définies par filières.

Par ailleurs, pour éviter la présence de refus dans les apports issus de collectes sélectives, les collectivités s'engagent à diffuser aux habitants les consignes du SITTOMAT.

Par refus, on entend la présence parmi les déchets collectés :

- Des déchets non valorisables susceptibles en outre de dégrader la qualité des autres matériaux collectés
- Des produits susceptibles de mettre en cause la sécurité du personnel des installations (produits dangereux).

Des caractérisations régulières des différents flux sont organisées aux centres de réception des produits afin d'en évaluer la composition, dans le respect des standards de l'éco organisme. Outre la sensibilisation à l'amélioration du tri, ces caractérisations serviront à répartir les recettes de commercialisation des produits triés et les soutiens associés entre les membres adhérents au SITTOMAT (cf. article 10 ci-après).

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Le SITTOMAT et TPM s'engagent à contracter, ou faire contracter par leurs prestataires, les polices d'assurance nécessaires pour garantir les risques liés à l'exécution des missions prévues par la présente convention.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Les caractéristiques du contrat programme de durée et son évolution peuvent rendre nécessaires certaines adaptations propres à satisfaire au mieux les objectifs du contrat conclu avec l'Eco Organisme en charge du tri sélectif.

Ces adaptations feront, le cas échéant, l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 9 : GOUVERNANCE

Le SITTOMAT a créé pour l'opération de collecte sélective un groupe de travail afférent à cette action qui regroupe au moins un fonctionnaire technique de la collectivité.

TPM désigne un responsable au niveau de la Direction en charge de la Collecte qui puisse en même temps inciter ou développer les actions de communication afférentes à la collecte sélective. Ce responsable aura comme fonction d'assurer la liaison du dossier technique collecte sélective vis à vis du syndicat.

De plus, le SITTOMAT créera un comité consultatif composé d'au moins un élu de chaque membre adhérent qui se réunira trimestriellement.

Enfin, un panel élargi de fonctionnaires de TPM (antennes, chargé de communication) sera réuni au moins une fois par an pour présenter les résultats atteints et délivrer une information ainsi que des messages et consignes à portée générale.

ARTICLE 10 : CONDITIONS FINANCIERES

Concernant les investissements (génie civil, fourniture et pose des conteneurs d'apport volontaire de collectes sélectives) :

Le financement par le SITTMAT des investissements correspondant a pour origine l'autofinancement dégagé par la facturation à ses membres du traitement des ordures ménagères résiduelles (OMR) à l'unité de valorisation énergétique (UVE) du Syndicat. Cet autofinancement est réparti entre les membres adhérents du Syndicat au prorata de leurs contributions respectives (tonnes OMR traitées), une fois déduites les dépenses d'investissement nécessaires au bon fonctionnement de l'UVE et des quais de transfert, biens communs à l'ensemble des membres.

Une annexe spécifique est ajoutée au Budget du SITTMAT, ainsi qu'à son Compte Administratif pour retracer, pour chacun des membres adhérents du Syndicat, les dépenses d'investissements réalisés dans le cadre de l'autofinancement.

Concernant les dépenses d'exploitation en lien avec les collectes sélectives :

Le débat d'orientation budgétaire 2023 du SITTMAT a convenu que le déséquilibre de la gestion des collectes sélectives devra être traité par une contribution, positive ou négative, des membres du Syndicat en fonction des quantités et de la qualité de leurs collectes (caractérisations réglementaires visées à l'article 6 ci-avant). Cette contribution sera appelée après le vote du compte administratif du SITTMAT de l'année n-1 dans le cadre d'un ré ajustement spécifique à la collecte sélective.

Seront considérées, en fonction des prestations retenues :

Au titre des dépenses

- Les éventuelles dépenses d'investissement prises en charge par le SITTMAT en dépassement de sa capacité annuelle d'investissement, ou au-delà des ratios nationaux minimum recommandés ou en lien avec des sujétions techniques entraînant d'importants surcoûts de génie civil (cf. article 2 ci-avant), conformément aux réalisations définies dans le plan annuel d'implantation visé à l'article 4-1
- L'entretien, le lavage et la maintenance des PAV de collecte sélective
- La collecte des PAV de collecte sélective
- Le transport, la réception, le tri et le conditionnement des déchets collectés
- Le transport des refus de tri vers l'UVE
- La communication et la sensibilisation au tri sélectif
- Le reversement, pour les ambassadeurs du tri (ADT), des soutiens de l'éco organisme en charge des collectes sélectives, en fonction du nombre d'ADT présents dans l'EPCI membre.

Au titre des recettes

- Les soutiens de CITEO
- Les recettes de commercialisation des matières recyclées

ARTICLE 11 : COMMUNICATION

Le SITTMAT prend à sa charge la communication liée à la collecte sélective en apport volontaire et à la diffusion des messages et consignes de tri.

TPM a néanmoins la possibilité de compléter l'action du Syndicat en recrutant des ADT dans le respect des critères d'éligibilité définies par l'éco organisme en charge du soutien aux collectes sélectives. Les soutiens correspondant perçus par le Syndicat dans le cadre de son contrat avec l'éco organisme sont alors reversés annuellement à TPM.

En tout état de cause, les actions de communication réalisées pour l'amélioration des performances de tri doivent être coordonnées entre le SITTOMAT et TPM.

Pour mener à bien cette communication :

- Chaque année, le SITTOMAT présente à l'automne à ses membres, dont TPM, un pré bilan du plan de communication et de l'action des ambassadeurs du tri (ADT) de l'année en cours. A cette occasion, les parties travailleront sur un projet de communication et de déploiement des actions des ambassadeurs pour l'année suivante détaillant les actions de chacune des parties ;
- Le contenu des supports de communication du SITTOMAT relatifs au tri sélectif et destinés à une large diffusion est soumis à l'avis des membres adhérents du Syndicat, dont TPM, et réciproquement pour les supports créés par les membres ;
- Le SITTOMAT et TPM définissent chaque année les objectifs et les missions que les Ambassadeurs du Tri auront à effectuer

ARTICLE 12 : FIN DE LA CONVENTION

La présente convention conclue entre le SITTOMAT et TPM sera résiliée de plein droit avant son échéance normale en cas de résiliation ou de non renouvellement du contrat conclu entre le SITTOMAT et l'éco organisme en charge des collectes sélectives.

En cas de manquement grave par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention pourra être également résiliée par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi par lettre recommandée avec accusé réception rappelant la partie défaillante à ses obligations et demeurée sans effet.

Indépendamment de cette faculté de résiliation, TPM pourra, sans mise en demeure préalable, reprendre l'exercice des missions objet de la présente dans l'hypothèse où la continuité du service public serait en cause, du fait d'une carence constatée dans l'exercice des missions confiées au SITTOMAT.

Ce droit de « reprise » pourra être exercé ponctuellement sans qu'il soit décidé de résilier la convention.

Au terme de la convention, les biens objets du service et notamment les colonnes de tri font retour à TPM.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre leurs différends à une instance juridictionnelle.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Note technique et Formulaires annexés relatif à la collecte sélective en PAV_
Annexe 1

Fait à Toulon, le, en 2 exemplaires.

Pour TPM

Pour le SITTOMAT